

## L'utopie d'un journal libre

Francine Pelletier

---

Souveraineté

Number 310, Winter 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79743ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Pelletier, F. (2016). Review of [L'utopie d'un journal libre]. *Liberté*, (310), 58-58.

# L'utopie d'un journal libre

Le journaliste Jacques Keable revient sur l'aventure de l'hebdomadaire *Québec-Press*.

FRANCINE PELLETIER

IL ÉTAIT UNE FOIS un petit journal appelé *Québec-Press*, vendu pas cher (20 cents), distribué raisonnablement (25 000 exemplaires), vilipendé par ses adversaires, chéri par ses artisans; un hebdomadaire d'à peine trente-cinq pages qui caressait de grandes, voire de très grandes ambitions : celles de réanimer la lettre et l'esprit de la Révolution tranquille. « Grosse commande », dit celui qui, quarante-cinq ans plus tard, en fait l'autopsie, le journaliste et membre fondateur de *Québec-Press*, Jacques Keable.

Certains s'en souviendront comme du journal où se croisaient Jacques Parizeau, Gérard Godin, Robert Lévesque et Micheline Lachance. Le journal attirera d'autres figures bien connues : Georges-Hébert Germain, Jacques Guay, Claude Jasmin, Michel Lacombe, Pierre Pascau, Pierre Vadeboncoeur et Pierre Vallières. Secret bien gardé toutes ces années, *Québec-Press* comptait également dans ses rangs « l'introuvable » Réjean Ducharme, l'écrivain fantôme du Québec qui corrigeait en catimini, tous les samedis soirs, les épreuves du journal.

Né en octobre 1969 dans l'effervescence de la gauche d'alors, l'hebdo se veut d'abord une riposte aux critiques, souvent malveillantes, à l'égard des syndicats. « Il nous faut un journal », chuchote-t-on dans l'entourage du président du Conseil central de Montréal, le « bouillant syndicaliste » Michel Chartrand. On voit grand. Pas question de publier une simple feuille de chou, mais un périodique qui pourrait, sur un tout autre modèle, faire concurrence aux hebdomadaires *Dimanche Matin* et *Dernière Heure*, propriétés de Power Corporation. *Québec-Press*, qui publiera dans son premier

numéro une Déclaration de principes, se veut « un journal d'information et de combat [...] entièrement indépendant des forces capitalistes ».

L'entreprise sera également autogérée, ce qui implique qu'il n'y aura aucune hiérarchie et que les journalistes auront

le dernier mot sur tout, les propriétaires du journal étant de simples militants syndicaux et communautaires. Plus encore que son contenu, c'est son organisation interne – « le culte

absolu de la liberté » dira narquoisement l'éditeur du *Devoir*, Claude Ryan –, la fougue et la détermination qui découlent d'être entièrement maître chez soi, qui distinguera *Québec-Press* des autres médias.

À la fois un reflet idéologique de son époque et un organe de presse en rupture de ban avec les journaux traditionnels d'alors, *Québec-Press* se frayera un chemin dans le paysage médiatique à force de coups de poing sur la table. Les deux grands événements de l'heure lui fourniront la poudre à canon : la crise d'Octobre (1970) et la grève du Front commun (1972). Le journal disposant de « bonnes sources d'information dans l'entourage du FLQ », la prise d'otages sera même l'occasion de quelques primeurs, dont les premières photos de James Cross en captivité, mais aussi d'une bévée monumentale qui ternira la réputation de *Québec-Press*. « Laporte et Cross sont morts », clame-t-on à la une, le 18 octobre 1970. Emporté par la rumeur qui circulait à la radio et bousculé par l'échéance de publication, le journal, croyant posséder le sujet mieux que d'autres, commet l'erreur d'annoncer la mort de James Cross, une erreur qui « fera école », dit Jacques Keable. La candeur qui

ponctue le récit de *Québec-Press*. Un journal libre et engagé est d'ailleurs un point fort de cet ouvrage.

En plus de faire la nomenclature des bons et des mauvais coups du journal, l'auteur rappelle un fait de l'histoire du Québec trop souvent méconnu : la Révolution tranquille a été en fait très éphémère. Dès 1965, « les autorités économiques et politiques revissèrent le couvercle sur la marmite », écrit Keable. Les syndicats sont les cibles choisies de ce rappel à l'ordre, d'autant plus que le très récent droit de grève dans le secteur public suscite tensions et acrimonies. Le bras de fer entre syndicalistes et politiciens culminera avec l'emprisonnement des trois chefs syndicaux et d'une quarantaine de militants. Il s'agit d'un autre moment fort pour *Québec-Press*, qui est plus que jamais dans son élément. « Nous, on lâche pas ! », disent les gros titres du journal, citant les chefs emprisonnés.

Mais à peine deux ans plus tard, c'est le journal lui-même qui lâche. Le 10 novembre 1974, on lit : « *Québec-Press* s'en va, c'est fini. » Les raisons sont nombreuses : manque chronique de fric et d'annonceurs, dettes accumulées, effritement de la solidarité syndicale, compétition du tout nouveau quotidien indépendantiste *Le Jour*. « L'utopie de 1969 avait vécu cinq ans, ce qui tenait déjà du prodige », dit Keable.

Prodige, vraiment ? Disons que, côté longévité, *Québec-Press* damera le pion à son compétiteur, *Le Jour*, qui, lui, durera à peine deux ans. Mais combien de publications culturelles, politiques ou autres, marginales, non traditionnelles, fonctionnant sur un autre modèle, ont duré ici cinq ans et plus encore ? On pense évidemment à l'imprimé que vous avez actuellement dans les mains. *Québec-Press* étant associé de trop près aux syndicats – comme *Le Jour*, au Parti québécois –, la désaffection syndicale a tout simplement été mortelle, financièrement parlant, pour *Québec-Press*. Mais il y a plus.

Discréditée par la crise d'Octobre et court-circuitée par la montée du PQ, la gauche pure et dure de *Québec-Press* s'est rapidement trouvée sans écho. Par exemple, le journal – qui compte très peu de femmes – passera à côté des soubresauts occasionnés par la montée du féminisme. Cette incapacité de dépasser la simple dialectique ouvrière, d'ouvrir plus large, Jacques Keable n'en parle pas, trahissant à la fois une faiblesse de son livre et la traditionnelle pudeur de la gauche vis-à-vis sa propre autocritique. Le livre aurait mérité une meilleure mise en contexte et une analyse plus poussée de la raison de l'échec de cette expérience journalistique inédite et largement emballante. **L**